

BRICORAMA SA

Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €.
Siège social : 21a boulevard Jean Monnet - ZAC des Boutareines, 94 350 Villiers-sur-Marne
957 504 608 R.C.S. Créteil

Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2016.

I. – Rapport d'activité semestriel.

Le groupe Bricorama réalise sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2016 et à périmètre courant, un chiffre d'affaires de 365,8 M€ en baisse de -0,9 %.

En France, les ventes ont atteint 245,8 M€ au 1^{er} semestre 2016. Le 2^{ème} trimestre ressort à 134,9 M€, soit une baisse de -6,5 % en raison d'un effet de base sur le 2ème trimestre 2015 particulièrement défavorable (+18,9 % en 2015 vs 2014) aggravé par une météo très pénalisante sur juin 2016. Pour autant la rentabilité de la France reste globalement conforme à notre plan de marche.

Au Benelux, les ventes ont atteint sur ce trimestre 56,9 M€, soit une baisse de -3,7 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2015 et ce principalement, comme en France, en raison d'un contexte météo particulièrement peu porteur. Sur l'ensemble du semestre, la principale préoccupation du groupe concerne la Belgique qui dans un marché peu porteur voit sa fréquentation en retrait.

En Espagne, les ventes ont atteint au 2ème trimestre 7,9 M€ soit une hausse de +42,6 % et ce en raison de l'intégration de 4 nouveaux magasins en début d'année. (rachat de fonds de commerce à la société Bricoking).

Le réseau des franchisés en France quant à lui est resté stable.

II. – Profil du groupe.

Nombre de magasins	Au 30/06/2015	Au 30/06/2016
France	103	102
Pays-Bas	34	34
Espagne	8	12
Belgique	40	40
Franchisés	65	59
TOTAL	250	247

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités.

Suivi du litige Bricorama SA/JG Capital Management : le litige évoqué les années précédentes et relatif à deux assignations de la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama est toujours en cours. Ce litige est sans impact sur les comptes présentés.

Opération spécifique :

La demande de JG Capital relative aux 96,3 M€ concerne la cession d'une filiale de Bricorama SA (Nouvergies) intervenue fin décembre 2006 au profit d'une société appartenant à M. Bourrelier – PDG de Bricorama.

JG Capital considère qu'en cédant la société Nouvergies à un prix manifestement anormal, M. Bourrelier a commis une faute engageant sa responsabilité et c'est dans ce cadre qu'il réclame précisément 96 295 719 euros au titre du manque à gagner subi par Bricorama SA. La société RICOL a confirmé que la cession a bien été réalisée à une valeur de marché.

Concernant la demande d'indemnisation de 7 003 349 euros, il s'agit de trois actifs immobiliers situés à Gand en Belgique, St Malo et Beaune en France qui ont été cédés à des sociétés appartenant à M. Bourrelier.

JG Capital conteste le prix de vente, qu'il estime sous-évalué et a intenté une action au profit de Bricorama SA et à l'encontre de M. Bourrelier pour dédommagement du manque à gagner. Aucun produit à recevoir n'a été constaté dans la mesure où nous considérons que la demande n'est pas justifiée au regard des expertises immobilières réalisées et confirmant que ces opérations ont été réalisées à des prix de marché. En conséquence, la probabilité de recouvrement des sommes réclamées par JG Capital pour le compte de Bricorama est selon notre analyse très faible.

D'autre part, par demande en référé de 2009, JG Capital Management a assigné Bricorama France et Bricorama SA aux fins de produire en justice tous documents relatifs aux contrats de location ou toutes opérations ayant existé vis-à-vis de ses sociétés liées. JG Capital Management prétend que ces opérations n'ont pas été réalisées dans l'intérêt du groupe Bricorama et que son dirigeant aurait gravement méconnu ses devoirs de mandataire social. Sur ce sujet, une expertise est en cours à la charge de JG Capital Management. Le groupe Bricorama réfute l'intégralité des accusations dirigées contre lui par JG Capital Management et

rappelle que toutes ces opérations ont toujours été réalisées dans le cadre d'expertises indépendantes et ont fait l'objet de tous les contrôles nécessaires.

Les autres incertitudes sont détaillées en note 17 du présent rapport.

Comme les années précédentes, l'activité bricolage du groupe n'est pas affectée par un phénomène de saisonnalité, au niveau de chaque semestre.

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux identifiés dans le chapitre II.4 du rapport d'activité 2015.

IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2016.

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2016	30/06/2015 publié	30/06/2015 pro forma	31/12/2015
Chiffre d'affaires	10	365 793,8	369 008,8	369 008,8	725 221,7
Autres produits de l'activité		10 699,2	11 718,4	11 718,4	18 211,3
Achats consommés		-224 192,2	-230 940,1	-230 940,1	-441 918,8
Charges externes		-60 526,0	-60 125,6	-60 125,6	-116 900,6
Charges de personnel		-65 922,8	-64 523,5	-64 523,5	-129 460,9
Impôts et taxes		-7 266,8	-4 453,2	-6 336,9	-9 539,7
Dotations aux amortissements		-8 260,1	-8 065,0	-8 065,0	-13 312,2
Dotations aux provisions		-896,0	-1 014,5	-1 014,5	-1 926,8
Variation de stocks d'en-cours et produits finis		0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	11	4 186,4	1 465,3	1 465,3	2 959,6
Résultat opérationnel courant		13 615,5	13 070,5	11 186,7	30 333,7
Résultat sur cession participations conso					
Autres produits et charges opérationnels	12	-688,4	-6 228,8	-6 228,8	-3 424,2
Résultat opérationnel		12 927,1	6 841,6	4 957,9	26 918,6
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		192,2	104,3	104,3	395,9
Coût de l'endettement financier brut		-948,2	-1 073,6	-1 073,6	-2 097,0
Coût de l'endettement financier net		-756,0	-969,3	-969,3	-1 701,1
Autres produits et charges financiers		-1 178,8	-264,5	-264,5	-2 555,2
Résultat avant impôt		10 992,4	5 607,9	3 724,1	22 662,2
Impôt sur les bénéficiaires	13	-3 536,9	-680,4	35,4	-7 822,2
Quote-part mise en équivalence		33,1	27,4	27,4	56,3
Résultat des activités destinées à être cédées		0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat net total		7 488,6	4 954,8	3 786,9	14 896,3
Part du groupe		7 488,5	4 954,7	3 786,9	14 896,1
Part des minoritaires		0,1	0,0	0,0	0,2
Résultat par action (euros)		1,2	0,8	0,6	2,4

Le résultat opérationnel au 30/06/2016 versus 30/06/2015 publié est en progression de 4,17 %

Il est présenté au 31/06/2015 pro forma qui intègre la norme IFRIC 21.

Cette interprétation précise que le fait générateur de la comptabilisation de la dette des taxes diverses, droits et autres prélèvements, qui ne sont pas dans le champ d'application de la norme IAS12, dépend des termes de la législation y afférent, indépendamment de l'assiette de la période de calcul du prélèvement. En conséquence, un passif pour paiement d'une taxe ne peut être comptabilisé progressivement dans les comptes intermédiaires.

La première application de cette interprétation par le Groupe affecte le rythme de reconnaissance en période intermédiaire de certaines taxes, telles que la C3S ou la taxe foncière.

Le pro-forma 30/06/2015 consiste à traiter les taxes concernées selon la norme ci-dessus et permet la comparaison entre deux exercices consécutifs (30/06/2016 et 30/06/2015) supportant l'application de cette norme.

L'impact sur le résultat opérationnel 2015 pro forma de cette interprétation pour le Groupe est de -1,9 millions d'euros. Il résulte de ce qui précède que le résultat opérationnel au 30/06/2016 versus 30/06/2015 pro forma est en progression de 2,4 millions d'euros (soit 21,7 %). Cette performance est notamment rattachée à notre marge commerciale en France, en sensible amélioration par rapport à 2015 et ce en raison d'un meilleur pilotage de notre politique promotionnelle.

V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du Résultat global ». Le tableau de « Variations des capitaux propres » ne présente donc plus qu'un total « Autres éléments du Résultat global ».

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net consolidé	7 488,6	4 954,7
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente		
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	-1 730,2	1 608,9
Différences de conversion	-58,9	142,7
Retraitement actions propres	-1,0	5,2
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies	-351,1	-32,3
Autres éléments du Résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	-2 141,2	1 724,5
Résultat global consolidé (1)	5 347,3	6 679,3
Dont Résultat global part des minoritaires	0,0	0,0
Dont Résultat global part du groupe	5 347,3	6 679,3
Résultat global par action (euros)	0,86	1,1

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôt.

VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2016.

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Goodwill	3	198 500,2	198 500,2
Autres immobilisations incorporelles	3	1 895,3	1 483,2
Immobilisations corporelles	3	82 200,2	82 224,7
Participation entreprises associées		1 711,8	1 678,7
Autres actifs non courants		11 781,5	11 560,4
Actifs d'impôts non-courants		979,4	1 087,1
Autres actifs long terme		0,0	0,0
Total actifs non courants		297 068,3	296 534,2
Stocks et en cours	4	258 655,6	241 643,7
Clients et autres débiteurs	5	20 033,1	16 427,0
Autres actifs courants	5	40 170,6	39 387,9
Actifs d'impôts courants		131,8	2 642,1
Actifs financiers à la juste valeur	6	0,0	0,1
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6	29 407,5	36 538,6
Total actifs courants		348 398,7	336 639,6
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
Total actif		645 466,9	633 173,8

Passif	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Capital		31 106,7	31 106,7
Prime liée au capital		13 412,3	13 412,3
Réserves		271 703,1	258 948,8
Résultat de l'exercice		7 488,5	14 896,1
Intérêts minoritaires		40,7	40,7
Total des capitaux propres		323 751,2	318 404,6
Emprunts et dettes financières à long terme	7	103 335,5	104 296,9
Passif d'impôt non courant		1 546,4	2 493,0
Engagement envers le personnel	8	8 100,8	7 333,9
Provision à long terme	8	1 155,4	1 259,2
Autres passifs non courants		0,0	0,0
Total passifs non-courants		114 138,1	115 383,1
Fournisseurs et comptes rattachés	9	84 184,9	84 052,5
Emprunt à court terme	6	59 633,2	43 748,4
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	6	27 875,3	30 173,7
Passif d'impôt courant	9	3 015,6	781,1
Provisions à court terme	8	0,0	0,0
Autres passifs courants	9	32 868,5	40 630,4
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
Total passifs courants		207 577,6	199 386,1
Total passif		645 466,9	633 173,8

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2016.
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2015	31 107	3 373	272 795	307 276	41	307 317
Incidence changement de méthode			1 168	1 168		1 168
Situation à l'ouverture de l'exercice 2015	31 107	3 373	273 963	308 444	41	308 485
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			142	142		142
Résultat de la période			3 787	3 787		3 787
Total des pertes et profits de la période			3 929	3 929		3 929
Dividendes versés			-5 910	-5 910		-5 910
Autres variations						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		-32		-32		-32
Couvertures taux IAS 39		1 614		1 614		1 614
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2015	31 107	4 955	271 982	308 045	41	308 086

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2016	31 107	4 073	282 013	318 364	41	318 405
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			-59	-59		-59
Résultat de la période			7 489	7 489		7 489
Total des pertes et profits de la période			7 430	7 430		7 430
Dividendes versés						
Autres variations						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39		-1 732		-1 732		-1 732
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		-351		-351		-351
Variation périmètre						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2016	31 107	1 990	289 443	323 711	41	323 751

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie.
(en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Résultat net total consolidé	7 489	4 955	14 896
Ajustements :			
Elimination des mises en équivalence	-33	-27	-56
Elimination des amortissements et provisions	8 355	13 318	13 513
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	171	74	-1 893
Autres produits et charges sans incidence trésorerie	0	11	23
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	15 981	18 331	26 482
Elimination de la charge (produit) d'impôt	3 528	662	7 783
Elimination du coût de l'endettement financier net	756	969	1 701
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	20 265	19 962	35 966
Incidence de la variation du BFR	-29 702	-16 008	-21 367
Impôts payés	596	-4 336	-10 340
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-8 840	-382	4 259
Incidence des variations de périmètre	0	-34 562	-37 641
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-8 687	-7 453	-11 326
Dividendes reçus	0	0	206
Variation des prêts et avances consentis	-222	-1 362	421
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	479	23	2 421
Cessions d'actifs financiers			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-8 430	-43 353	-45 918
Augmentations de capital			
Emissions d'emprunts	19 010	45 000	68 449
Remboursements d'emprunts	-14 121	-9 361	-25 809
Intérêts financiers nets versés	-756	-969	-1 701
Rachats et reventes d'actions propres	-2	5	7
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	0	-5 910	-5 896
Dividendes payés aux minoritaires	0	0	0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	4 131	28 764	35 049
Incidence des variations des taux de change	-2	8	14
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de la trésorerie	-13 142	-15 814	-6 595
Trésorerie d'ouverture	24 373	30 968	30 968
Trésorerie de clôture	11 231	15 154	24 373

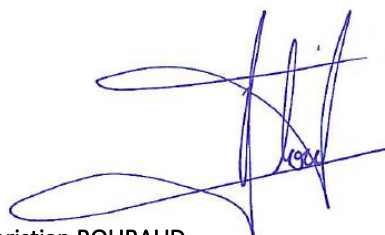
L'incidence de variation du BFR sur la trésorerie de 29 702 milliers d'euros au titre de ce semestre est à rattacher à l'évolution des stocks. Une partie de cette évolution est en phase avec le cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Cependant, des mesures correctives ont été mises en œuvre pour que notre volume de stock retrouve son seuil normatif.

IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général



Christian ROUBAUD
Directeur Général Délégué
Administratif & Financier et Directions étrangères

X. Annexes aux comptes semestriels consolidés.

Note 1. – Informations générales

Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes Bricorama et Batkor en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 21a boulevard Jean-Monnet à Villiers-sur-Marne (94350).

La société est cotée sur le marché Alternext sous le numéro FR 00000054421 depuis le 25 juillet 2011, auparavant la société était cotée sur le marché d'Euronext compartiment B.

Ces états financiers consolidés semestriels ont été arrêtés le 19 septembre 2016 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2016 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2015, à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2016. Ces textes sont les suivants :

- ✓ Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012 ;
- ✓ Amendements à IAS 19 – Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel ;
- ✓ Amendements à IAS 1 – Initiative informations à fournir ;
- ✓ Amendements à IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans les entreprises communes ;
- ✓ Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables ;
- ✓ Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014.

Ces textes n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues. Les principales estimations et hypothèses portent sur :

- ✓ Le calcul des provisions pour dépréciation des stocks ;
- ✓ Le calcul des engagements de départ à la retraite ;
- ✓ Les hypothèses d'évolution de l'activité au niveau du Business Plan et les tests d'impairment sur les goodwill.

Les filiales du groupe appartenant essentiellement à la zone euro (€), il n'y a pas lieu d'effectuer de calcul de conversion sauf pour Bricorama Asia Ltd intégrée en Hong-Kong dollars (HK\$).

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama comprennent les comptes de Bricorama SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bricorama SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15. Les variations de périmètre sont données en note 3.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2016.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. La société Bricoried, qui exploite depuis début 2010 un magasin franchisé Bricorama, et la société Bouwmarkt Ypenburg BV sont consolidées par mise en équivalence ainsi que la SCI du Rond Point 12. Le groupe n'exerce en effet, aucun contrôle sur leurs fonctionnements, n'ayant pas de mandat et ne faisant pas partie de la Direction.

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette norme, le groupe a retenu 4 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe (cf. note 14). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les 4 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- activité en France pour l'exploitation des magasins en France, y compris l'activité franchise ;
- activité au Benelux pour l'exploitation des magasins du Benelux ;
- activité en Espagne pour l'exploitation des magasins en Espagne ;
- activité Asie relative aux opérations de sourcing.

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

▪ Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

▪ Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

▪ Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

▪ Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements.....	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages.....	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Contrats de location-financement

Tous les contrats de crédit-bail immobilier, de crédit-bail mobilier significatifs, de baux commerciaux et de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location-financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou, si cette valeur est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées (France, Benelux, Espagne).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des *free cash flows* sur cinq ans basée sur le plan d'affaires de la Direction. Le business plan n'intègre pas les effets des ouvertures de magasins ou des agrandissements futurs pour lesquels aucune dépense n'a encore été comptabilisée. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Le taux d'actualisation a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque évalué à 3,5 %, sur la base d'un taux déterminé par un bureau d'analyse financière indépendant qui correspond à une combinaison de taux observés sur différentes devises européennes et/ou des écarts de spreads souverains. Ce taux intègre donc une prime de taille. A ce taux sans risque est rajoutée une prime de marché et de risque pays.

Malgré un contexte économique peu porteur en Belgique sur ce semestre, la valeur d'utilité du Benelux est restée stable en raison d'une part, du bénéfice des investissements réalisés dans l'amélioration de la productivité et d'autre part, d'un taux d'actualisation qui est resté stable.

2.3.7. Stocks et créances

2.3.7.1. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire et en fonction d'une analyse macro économique des ventes réalisées.

2.3.7.2. Créances

Les créances sur clients en compte : Il s'agit de quelques clients qui ne paient pas en caisse au comptant mais à échéance.

Le risque là aussi est faible car ces créances clients concernent soit des Administrations (par définition sans risque), soit des artisans ou commerçants dont la créance est garantie par la SFAC ou la COFACE.

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale et une provision spécifique est constituée pour les créances identifiées comme étant douteuses.

Dépréciation des créances échues : au regard de notre activité (paiement essentiellement comptant) le risque d'impayé est relativement faible sur nos encaissements.

2.3.8. Actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

a. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Point non applicable au groupe Bricorama.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale). La société impute en capitaux propres les écarts actuariels non reconnus.

2.3.12. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Point non applicable au groupe : pas de stock option.

▪ Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13. Impôts sur les résultats

1/. La loi de finance 2010 n° 2009-1673, a supprimé la taxe professionnelle et la remplace par la Contribution Economique Territoriale (CET), constituée de deux composantes qui s'additionnent :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE).

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est classée en impôt sur le résultat. Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

2/. Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

3/. Le groupe comptabilise le crédit impôt recherche (CIR) en déduction des impôts.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte Bricobonus, conformément à la norme comptable IFRIC 13.

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non liés à l'activité récurrente (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant significatif, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions. Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existantes à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	214 594,8	213 537,6
<i>Dont goodwill</i>	199 738,3	199 738,3
Immobilisations corporelles	261 913,1	256 154,7
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	-14 199,3	-13 554,2
<i>Dont goodwill</i>	-1 238,1	-1 238,1
Immobilisations corporelles	-179 712,9	-173 929,9
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	200 395,5	199 983,4
<i>Dont goodwill</i>	198 500,2	198 500,2
Immobilisations corporelles	82 200,2	82 224,7

L'évolution du poste immobilisations provient essentiellement des investissements informatiques et des investissements courants des magasins du groupe, auxquels se rajoute cette année au titre de l'Espagne, l'impact de la reprise en début d'année de 4 nouveaux magasins.

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Stocks de marchandises bruts	260 544,1	243 452,7
Provisions sur stocks	-1 888,5	-1 809,0
Stocks de marchandises nets	258 655,6	241 643,7

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises. Leur évolution résulte principalement des phénomènes de saisonnalité spécifiques aux stocks et aux variations de périmètre.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Clients et comptes rattachés	21 332,4	17 863,4
Créances sur personnel et organismes sociaux	872,4	2 008,3
Créances fiscales – hors IS	3 484,7	2 670,7
Comptes courants – actifs	1 354,4	2 547,5
Autres créances	31 056,9	29 774,1
Charges constatées d'avance	3 811,1	2 946,8
Total autres actifs courants	40 579,4	39 947,5
Provisions clients et comptes rattachés	-1 299,2	-1 436,4
Provisions autres créances et intérêts courus	-408,9	-559,6
Total des provisions	-1 708,1	-1 996,0
Autres actifs courants, clients et créances	60 203,7	55 815,0

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Valeurs mobilières de placement	0	3 521,5
Disponibilités	29 407,5	33 017,3
Total	29 407,5	36 538,8

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dettes envers les établissements de crédit	99 925,2	100 659,7
Dettes sur immobilisations en location-financement	3 016,2	3 196,4
Emprunts et dettes financières diverses	394,0	440,8
Total des emprunts portant intérêt non courants	103 335,5	104 296,9
Dettes envers les établissements de crédit	27 548,8	29 850,5
Concours bancaires courants	59 633,2	43 748,4
Dettes sur immobilisations en location-financement	326,5	323,2
Total des emprunts portant intérêt courants	87 508,6	73 922,0
Total emprunts	190 844,0	178 219,0

6.3. Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Trésorerie et équivalent de trésorerie	29 407,5	36 538,8
Emprunts	190 844,0	178 219,0
Endettement net	161 436,5	141 680,2

L'endettement net au 30 juin 2016 s'élève à 161,4 millions d'euros contre 144,2 millions d'euros au 30 juin 2015 et 141,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Au cours de ce premier semestre, le groupe a remboursé 14,1 millions d'euros et a souscrit pour 19 millions d'euros d'emprunts nouveaux à moyen et court terme.

Cette évolution de l'endettement net est à rattacher à l'évolution de notre besoin en fonds de roulement sur ce 1^{er} semestre. Une normalisation de l'endettement est attendue pour la fin de l'année.

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

a. Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistantes.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
Change à terme				
Achat d'euros contre devises				
Dont EUR/USD	14 443	8 939	198	186
Options de change				
Dont options EUR/USD				
Total options de change et change à terme	14 443	8 939	198	186

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de positions en devises significatives non couvertes au bilan.

b. Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se finance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échange (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments telles que détaillées ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Notionnel		Valeur de marché	
	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
Couverture de flux de trésorerie	161 281	226 281	-6 604	-4 875
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	161 281	226 281	-6 604	-4 875

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit (les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an.) :

(en milliers d'euros)	31/12/2015			30/06/2015			Total juste valeur au 30/06/2016
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixe	55 000	161 281		40 000	121 281		-6 604
Caps achats							
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variable	10 000			0			
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variable/variable							
Total	65 000	161 281		40 000	121 281		-6 604

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Engagement envers le personnel	8 100,8	7 333,9
Autres provisions	1 155,4	1 259,2
Provisions non courantes	9 256,2	8 593,1
Provisions courantes	0,0	0,0
Total	9 256,2	8 593,1

L'évolution de ce poste est principalement liée à l'engagement de retraite.

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs	84 176,1	84 043,7
Dettes sur acquisitions actifs	8,8	8,8
Total fournisseurs et autres	84 184,9	84 052,5
Passif d'impôt courant	3 015,6	781,1
Dettes sociales	18 895,1	21 986,5
Dettes fiscales	5 810,6	4 735,1
Comptes courants - passif	49,0	1 155,8
Autres dettes	7 985,4	10 475,7
Produits constatés d'avance	128,5	2 277,3
Total Général	120 069,0	125 464,0

Note 10. – Chiffre d'affaires et marge commerciale.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Vente de marchandises	365 793,8	369 008,8
Coût d'achat des marchandises vendues	-224 192,2	-230 940,1
Marge commerciale	141 601,6	138 068,6

La baisse de chiffre d'affaires est liée notamment à l'opération anniversaire 40 ans en France en 2015 particulièrement réussie et à un contexte de marché plus difficile en Belgique en 2016.

Le taux de marge de 38,71 % en 2016 contre 37,41 % est lié principalement à une meilleure maîtrise de notre activité promotionnelle en France. Le taux de marge du 1^{er} semestre 2016 se rapprochant davantage du taux normatif.

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Autres produits et charges d'exploitation	4 186,4	1 465,3
Total	4 186,4	1 465,3

Ce poste intègre une indemnité perçue dans le cadre de la fermeture d'un magasin en région parisienne.

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Plus ou moins values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	-171,2	-73,8
Variation nette des provisions pour risques et charges	25,4	-5 069,3
Dépréciation d'actifs non courants	-542,5	-1 085,7
Total	-688,4	-6 228,8

Note 13. – Charge d'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	30/06/2016
Résultat avant impôt	11 025,4
Impôt au taux normal France	4 189,7
Impôt réel	3 536,9
Ecart d'impôt	-652,8
Effet des variations de taux d'imposition	-860,4
Effet des différences permanentes	772,9
Déficits reportables	-247,2
Redressements fiscaux et autres différences	-318,1
Total	-652,8

Note 14. – Compte de résultat sectoriel.

30/06/2015 publié (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	250 800	108 830	9 788	0	0	-409	369 009
Autres produits de l'activité	11 375	775	5	745	0	-1 180	11 718
Achats consommés	-157 415	-68 643	-6 035	-2	0	1 155	-230 940
Charges externes	-40 552	-17 710	-2 231	-68	0	435	-60 126
Charges de personnel	-45 444	-17 177	-1 792	-110	0	0	-64 523
Impôts et taxes	-3 364	-1 024	-9	-56	0	0	-4 456
Dotations aux amortissements	-4 935	-2 807	-322	0	0	0	-8 065
Dotations aux provisions	-1 013	-2	0	0	0	0	-1 014
Variation stocks d'encours et de produits finis	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	1 533	-89	23	0	0	-1	1 465
Résultat opérationnel courant	10 984	2 152	-574	508	0	0	13 070
Résultat sur cession de participations consolidées	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-8 858	-757	3 386	0	0	0	-6 229
Résultat opérationnel	2 126	1 396	2 811	508	0	0	6 842
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2	102	0	0	0	0	104
Coût de l'endettement financier brut	-978	-92	-4	0	0	0	-1 074
Coût de l'endettement financier net	-976	11	-4	0	0	0	-969
Autres produits et charges financiers	350	-493	124	21	9	-26	-264
Résultat avant impôt	1 499	914	2 684	529	9	-26	5 609
Charges d'impôt	-183	-494	-1	0	-3	0	-680
Quote-part de résultat mise équivalence	27	0	0	0	0	0	27
Résultat activités destinées à être cédées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net total	1 343	420	2 683	529	6	-26	4 955
Part du groupe	1 343	420	2 683	529	6	-26	4 955
Part des minoritaires	0	0	0	0	0	0	0

30/06/2015 pro forma <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	250 800	108 830	9 788	0	0	-409	369 009
Autres produits de l'activité	11 375	775	5	745	0	-1 180	11 718
Achats consommés	-157 415	-68 643	-6 035	-2	0	1 155	-230 940
Charges externes	-40 552	-17 710	-2 231	-68	0	435	-60 126
Charges de personnel	-45 444	-17 177	-1 792	-110	0	0	-64 523
Impôts et taxes	-5 247	-1 024	-9	-56	0	0	-6 337
Dotations aux amortissements	-4 935	-2 807	-322	0	0	0	-8 065
Dotations aux provisions	-1 013	-2	0	0	0	0	-1 014
Variation stocks d'encours et de produits finis	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	1 533	-89	23	0	0	-1	1 465
Résultat opérationnel courant	9 100	2 152	-574	508	0	0	11 187
Résultat sur cession de participations consolidées	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-8 858	-757	3 386	0	0	0	-6 229
Résultat opérationnel	242	1 396	2 811	508	0	0	4 958
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2	102	0	0	0	0	104
Coût de l'endettement financier brut	-978	-92	-4	0	0	0	-1 074
Coût de l'endettement financier net	-976	11	-4	0	0	0	-969
Autres produits et charges financiers	350	-493	124	21	9	-26	-264
Résultat avant impôt	-384	914	2 684	529	9	-26	3 724
Charges d'impôt	532	-494	-1	0	-3	0	35
Quote-part de résultat mise équivalence	27	0	0	0	0	0	27
Résultat activités destinées à être cédées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net total	175	420	2 683	529	6	-26	3 787
Part du groupe	175	420	2 683	529	6	-26	3 787
Part des minoritaires	0	0	0	0	0	0	0

30/06/2016 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	247 735	105 815	14 130	0	0	-1 886	365 794
Autres produits de l'activité	9 967	1 143	4	1 092	0	-1 507	10 699
Achats consommés	-149 933	-68 337	-8 880	-20	0	2 979	-224 192
Charges externes	-41 129	-16 765	-2 988	-58	-2	415	-60 526
Charges de personnel	-46 743	-16 683	-2 367	-130	0	0	-65 923
Impôts et taxes	-6 285	-946	-14	-22	0	0	-7 267
Dotations aux amortissements	-4 876	-3 030	-354	-1	0	0	-8 260
Dotations aux provisions	-796	-62	-38	0	0	0	-896
Variation stocks d'encours et de produits finis	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	4 089	-39	136	0	0	0	4 186
Résultat opérationnel courant	12 030	1 096	-370	862	-2	0	13 615
Résultat sur cession de participations consolidées	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-654	2	-37	0	0	0	-688
Résultat opérationnel	11 376	1 098	-407	862	-2	0	12 927
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	89	103	0	0	0	0	192
Coût de l'endettement financier brut	-902	-46	0	0	0	0	-948
Coût de l'endettement financier net	-814	58	0	0	0	0	-756
Autres produits et charges financiers	-594	-432	-137	-5	7	-18	-1 179
Résultat avant impôt	9 969	724	-544	856	6	-18	10 993
Charges d'impôt	-3 354	-181	0	0	-2	0	-3 537
Quote-part de résultat mise équivalence	33	0	0	0	0	0	33
Résultat activités destinées à être cédées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net total	6 648	543	-544	856	4	-18	7 489
Part du groupe	6 647	543	-544	856	4	-18	7 488
Part des minoritaires	0	0	0	0	0	0	0

30/06/2016 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	1 539	337	19	0	0	0	1 895
Ecart d'acquisition	109 255	86 666	2 579	0	0	0	198 500
Immobilisations corporelles	47 806	28 337	6 056	0	0	0	82 200
Titres mis en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Participation entreprises associées	1 712	0	0	0	0	0	1 712
Autres actifs financiers non courant	86 923	-15 925	-2 800	-980	-2 706	-52 731	11 781
Actifs d'impôt non courant	0	650	330	0	0	0	979
Total actifs non-courants	247 236	100 065	6 184	-979	-2 706	-52 731	297 068
Stocks et en-cours	179 053	68 064	11 539	0	0	0	258 656
Clients et autres débiteurs	27 103	884	75	3 359	0	-11 388	20 033
Actifs d'impôts courants	2	130	0	0	0	0	132
Autres actifs courants	91 375	34 685	1 308	1	1 544	-88 742	40 171
Autres actifs financiers à la juste valeur	0	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	16 437	9 148	3 244	576	3	0	29 408
Total actifs courants	313 969	112 911	16 165	3 936	1 546	-100 130	348 399
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total actif	561 205	212 976	22 349	2 957	-1 160	-152 860	645 467

Capital	31 107	0	0	0	0	0	31 107
Primes liées au capital	13 412	0	0	0	0	0	13 412
Actions propres	0	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	220 649	73 459	-23 312	2 075	-1 168	0	271 703
Résultats de l'exercice	6 647	525	-544	856	4	0	7 488
Intérêts minoritaires	5	35	0	0	0	0	41
Total des capitaux propres	271 821	74 019	-23 856	2 931	-1 164	0	323 751
Emprunts et dettes financières	98 925	39 815	17 623	0	0	-53 027	103 335
Passif d'impôt non courant	699	847	0	0	0	0	1 546
Engagement envers le personnel	6 954	1 147	0	0	0	0	8 101
Provisions à long terme	781	45	330	0	0	0	1 155
Autres passifs non courants	0	0	0	0	0	0	0
Total passifs non courants	107 358	41 854	17 953	0	0	-53 027	114 138
Fournisseurs et autres créditeurs	65 402	15 368	14 774	26	3	-11 388	84 185
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	55 868	3 765					59 633
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	27 728	147	0	0	0	0	27 875
Passif d'impôt courant	2 685	330	0	0	0	0	3 016
Provisions (part à moins d'un an)	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs courants	30 342	77 492	13 478	0	2	-88 446	32 869
Total passifs courants	182 026	97 102	28 252	26	5	-99 833	207 578
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total passif	561 205	212 976	22 349	2 957	-1 160	-152 860	645 467

31/12/2015 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Ecart d'acquisition	109 255	86 666	2 579	0	0	0	198 500
Immobilisations incorporelles	1 445	38					1 483
Immobilisations corporelles	48 052	28 993	5 178	1			82 225
Participations entreprises associées	1 679						1 679
Autres actifs financiers	90 911	-15 925	-2 925	-983	-2 706	-56 812	11 560
Actifs d'impôt non courant		766	321				1 087
Total actifs non-courants	251 343	100 538	5 153	-982	-2 706	-56 812	296 534
Stocks et en-cours	168 112	65 207	8 325				241 644
Clients et autres débiteurs	21 733	1 323	60	2 924	68	-9 681	16 427
Autres actifs courants	83 570	35 621	818	1	1 474	-82 096	39 388
Actifs d'impôts courants	2 407	234					2 642
Trésorerie et équivalent de trésorerie	29 350	5 514	1 453	220	3		36 539
Total actifs courants	305 173	107 898	10 655	3 145	1 545	-91 777	336 640
Total actif	556 516	208 435	15 809	2 163	-1 161	-148 589	633 174

Capital	31 107						31 107
Primes liées au capital	13 412						13 412
Réserves	206 606	70 861	-18 239	896	-1 176		258 949
Résultats de l'exercice	16 167	2 557	-5 073	1 238	8		14 896
Participation ne donnant pas le contrôle	6	35					41
Total des capitaux propres	267 298	73 452	-23 312	2 134	-1 168		318 405
Emprunts et dettes financières	99 750	43 846	17 514			-56 812	104 297
Passif d'impôt non courant	1 801	692					2 493
Engagement envers le personnel	6 192,6	1 141					7 334
Provisions à long terme	893	45	321				1 259
Total passifs non courants	108 636	45 725	17 835			-56 812	115 383
Fournisseurs et autres créditeurs	71 825	11 185	10 665	29	1	-9 681	84 053
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	41 902	1 843	4				43 748
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	29 530	644					30 174
Passif d'impôt courant	248	529			4		781
Autres passifs courants	37 051	75 058	10 616		2	-82 096	40 630
Total passifs courants	180 582	89 258	21 285	29	7	-91 777	199 386
Total passif	556 516	208 435	15 809	2 163	-1 161	-148 589	633 174

Note 15. – Sociétés consolidées au 30/06/2016

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée	Sortie
France :						
Bricorama SA	Villiers	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997	
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G.	06/1997	
Brico 3 SAS	Villiers	480.441.534	100 %	I.G.	12/2004	
Eoliennes Bricorama 2 SAS	Villiers	487 603 714	100 %	I.G.	11/2005	
Bricoried SAS	Sélestat	424 833 739	49 %	M.E.E.	06/2008	
SCI Immobilière Bricallerie	Villiers	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009	
Galeries Lindoises SAS	Lalinde	330 345 380	100 %	I.G.	03/2009	
SCI Tamme	Soustons	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009	
SARL Léomille	Chemillé	503 536 633	100 %	I.G.	04/2010	
SAS Talos	Saint-Géréon	433 943 404	100 %	I.G.	01/2015	
SAS Rochefort Brico Loisirs	Rochefort	331 660 670	100 %	I.G.	01/2015	
Rouergue Bricolage SAS	Decazeville	480 460 393	100 %	I.G.	01/2015	
Afer SAS	Nice	426 580 122	100 %	I.G.	01/2015	

Frimont bricolage SAS	La Réole	332 522 705	100 %	I.G.	01/2015	
Sodica SAS	Capdenac	442 265 260	100 %	I.G.	01/2015	
Cahors Bricolage SAS	Nice	501 256 234	100 %	I.G.	01/2015	
SCI Beauséjour	Marmande	341 054 450	100 %	I.G.	01/2015	
SCI Girondaise	La Réole	353 301 724	100 %	I.G.	01/2015	
SCI du Rond Point 12	Villeneuve d'Aveyron	428 737 803	50 %	M.E.E	01/2015	
À l'étranger :						
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bricorama NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bouwmar NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
CB Bouwmarkten NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maz BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Megara BV	Leerdam	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Bricorama Méditerranée SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	04/2004	
Bricorama Iberia SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008	
Hasco Bouwmarkt BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009	
Bricorama Bouwmarkten II BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010	
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Raalte BV	Raalte	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Ypenburg BV	H.I. Ambacht	Etrangère	50 %	M.E.E	11/2011	
Bricorama Asia Ltd	Hong-Kong	Etrangère	100 %	I.G.	09/2012	

Note 16. – Evènements postérieurs à la clôture.

Néant.

Note 17. – Actifs et passifs éventuels.

Dans le cadre du litige avec Mr Bricolage, la société Bricorama a été condamnée devant une Cour d'Appel nouvellement constituée à payer 5 millions d'euros. Cette somme, provisionnée dans les comptes 2014, a été décaissée en janvier 2015. La société s'est pourvue en Cassation suite à l'arrêt rendu. A la date du présent rapport, le sujet reste en cours.

Litige avec le bailleur sur la fermeture anticipée du magasin de Séville : en première instance, le tribunal a condamné le groupe Bricorama le 20 mars 2014 à indemniser le propriétaire à hauteur de 6,7 millions d'euros. Le groupe a fait appel de cette décision. Le groupe a été condamné en juillet 2015 au règlement de la somme de 8 666 412,50 euros. Au regard du dossier et après estimation du risque, la charge comptabilisée dans les comptes à fin 2015 s'élève à 7 250 000 euros dont 3 350 598,59

euros ont été payés en 2015 et 2 361 422 euros en janvier 2016. Le groupe s'est pourvu en Cassation devant la Cour Suprême de Madrid dont la position est attendue fin 2017.

Note 18. - Principales transactions avec parties liées.

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont (en euros) :

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde au 30/06/2016		Total charges	Total produits	Engagements	Principale nature de la transaction	Garanties données ou reçues
		Actif	Passif					
Bricorama SA	La Maison du Treizième	44 161	51 753		31 850		Prestations	Néant
	La Maison du Treizième	8 492		377 190		311 755	Loyers/charges	
	La Maison du Treizième	153 803					Dépôts	
	Promo Brico	6 347			5 289		Prestations	
	Autres sociétés	17 398	1 852	151 578	20 207		Prestations	
Bricorama France SAS	La Maison du Treizième	206 652	1 347 904	10 435 324		9 181 290	Loyers/charges	Néant
	La Maison du Treizième	4 527 338					Dépôts	
	La Maison du Treizième				2 141 204		Indemnité	
	Promo Brico	1 382 639					Dépôts	
	Promo Brico	75 833	569 305	3 296 503	370	2 635 327	Loyers	
	Point Cadres et Bestove		-11 055	13 184			Achats de Marchandises	
	Autres sociétés		156 959	975 462			Loyers/prestations	
Autres sociétés	431 364					Dépôts		
Talos SAS	SCI Paros		8 662	101 825		94 270	Loyers	Néant
Rocheffort Brico Loisirs SAS	Brico Rocheffort SAS		9 337	153 913		147 331	Loyers	Néant
	Brico Rocheffort SAS	97 548					Dépôts	
Bricorama NV	Belgium Properties Retailers	21 000	66 500	928 971	21 000	2 876 779	Loyers/taxes foncières	Néant
	Wickes Land Development	3 800	25 000	223 198	3 800	957 955	Loyers/taxes foncières	
Maatschap Bouwmarkt Gent	Belgium Properties Retailers		10 500	118 293		767 490	Loyers/taxes foncières	Néant
	Wickes Land Development		4 450	59 570		266 413	Loyers/taxes foncières	
CB Bouwmarkten	Belgium Properties Retailers		2 800	89 349		263 110	Loyers/ taxes foncières	Néant
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers		7 300	103 405		288 316	Loyers/ taxes foncières	Néant
Boco BV	Belgium Properties Retailers		4 300	95 656		585 849	Loyers/ taxes foncières	Néant
Mekowa	Belgium Properties Retailers		13 200	130 982		484 649	Loyers/ taxes foncières	Néant

Interbrico SA	Belgium Properties Retailers		13 000	119 286		756 754	Loyers/ taxes foncières	Néant
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV			723 205		8 823 027	Loyers	Néant
Bricorama BV	Immo Vastgoed Holland BV	28 500	2 252	761 809		11 497 492	Loyers/charges	Néant
	Immo Vastgoed Holland BV				103 500		Prestations	
	OFS Traders	8 000			8 000		Prestations	
	Godli Holding BV	3 800			3 800		Prestations	
	Goldi Beheer	1 500			1 500		Prestations	
	Goldi Vastgoed	2 000			2 000		Prestations	
	Kodden Raalte	2 500			2 500		Prestations	
Megara BV	Immo Vastgoed Holland BV			154 041		2 039 508	Loyers	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV			128 235		652 538	Loyers	Néant
	OFS Traders			533 341		5 792 078	Loyers	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Immo Vastgoed Holland BV			88 025		2 487 614	Loyers	Néant
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			130 838		474 856	Loyers	Néant
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Goldi Vastgoed Apeldoorn BV			270 001		2 748 610	Loyers	Néant
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploit. Mij BV			109 235		1 929 090	Loyers	Néant
Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV			108 658		1 437 134	Loyers	Néant
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV			147 126		1 945 916	Loyers	Néant
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV			160 520		2 125 282	Loyers	Néant
Bouwmarkt Ypenburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			123 797		3 601 319	Loyers	Néant

Les montants présentés ci-dessus intègrent les loyers, les refacturations de taxes foncières et les refacturations de charges lorsque celles-ci sont prévues au bail.